

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

**MARCHÉ PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA  
COMMUNICATION**

---











**Souscription à une plateforme de panel en ligne pour  
le recrutement longitudinal et la compensation de  
participants résidant en France dans le cadre du  
projet de recherche ANR SUBSTANCES**

---

**N° du CCP : 2026PAEUSER008**

**Université de Reims Champagne-Ardenne**  
2 avenue Robert Schuman  
51100 Reims

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Souscription à une plateforme de panel en ligne pour le recrutement longitudinal et la compensation de participants résidant en France dans le cadre du projet de recherche ANR SUBSTANCES
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	2 semaines
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	4
4 - Durée et délais d'exécution .....	5
4.1 - Délai d'exécution .....	5
4.2 – Durée d'utilisation de la plateforme .....	5
5 - Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	5
5.2 - Modalités de variation des prix .....	5
6 - Garanties Financières .....	5
7 - Avance.....	5
8 - Modalités de règlement des comptes.....	5
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
8.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures.....	5
8.3 - Délai global de paiement .....	6
8.4 - Paiement des cotraitants .....	6
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
10 - Développement durable.....	6
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	7
11.1 - Vérifications .....	7
11.2 - Mise en Ordre de Marche .....	7
11.3 - Vérification d'Aptitude .....	7
11.5 - Décision après vérification .....	7
12 - Maintenance.....	7
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	7
14 - Pénalités.....	7
14.1 - Pénalités de retard.....	7
14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	7
14.3 - Pénalité pour travail dissimulé .....	8
15 - Assurances.....	8
16 - Résiliation du contrat.....	8
16.1 - Conditions de résiliation.....	8
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	8
17 - Règlement des litiges et langues.....	8
18 - Clauses techniques particulières .....	9
18.1 - Taille et ciblage du panel.....	9
18.2 - Capacité de gestion longitudinale.....	9
18.3 - Qualité du recrutement .....	9
18.4 - Compatibilité avec des outils de collecte externes .....	9
18.5 - Pseudonymisation et séparation des données .....	9
18.6 - Exigences de fiabilité et de déploiement .....	9
18.7 - Gestion de la compensation des participants.....	9
18.8 - Conformité budgétaire.....	9
19 - Dérogations.....	10

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la souscription à une plateforme de panel en ligne pour le recrutement longitudinal et la compensation de participants résidant en France dans le cadre du projet de recherche ANR SUBSTANCES

Pour une étude longitudinale d'un an, le projet SUBSTANCES nécessite le recrutement d'un échantillon de participants français. En tenant compte de l'attrition d'environ 20 % entre chaque temps de l'étude pour le recrutement longitudinal via ce type de plateforme, le projet nécessite donc un échantillon initial de 1500 répondants français au T0 (juillet 2026) afin d'obtenir au moins 1200 répondants au T1 (septembre 2026), 950 répondants au T2 (décembre 2026), 750 répondants au T3 (mars 2027) et au moins 600 participants au T4 (juin 2027). La durée de passation du questionnaire T0 est estimée à 15 minutes tandis que la durée de passation des questionnaires T1 à T4 est estimée à 25 minutes.

La plateforme doit permettre de cibler exclusivement (soit directement via la plateforme, soit en autorisant les chercheurs à vérifier ces critères au début de leur questionnaire externe) : des participants majeurs (18-65 ans), francophones, exerçant une activité professionnelle en France (au moins à mi-temps), ayant une ancienneté minimale de trois mois dans l'organisation, et travaillant avec un supérieur hiérarchique et des collègues

La plateforme doit permettre l'envoi aux participants ciblés d'une invitation à participer au T0 via un lien vers le questionnaire externe hébergé sur Qualtrics (lien fourni par les chercheurs). La plateforme doit ensuite assurer la re-sollicitation des participants du T0 à chacun des temps de l'étude (T1 à T4) via un lien vers le questionnaire externe hébergé sur Qualtrics (lien fourni par les chercheurs). La plateforme doit assurer la pseudonymisation et gérer la compensation des participants à chaque temps de mesure.

#### Lieu d'exécution :

Reims  
51100 Reims

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire

## 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Délai d'exécution

L'acte d'engagement fixe le délai d'exécution.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

### 4.2 – Durée d'utilisation de la plateforme

T0 (juillet 2026) 24h sur 24, 7 jours sur 7, durant 60 jours (jusqu'à fin août 2026)

T1 (septembre 2026) 24h sur 24, 7 jours sur 7, durant 30 jours.

T2 (décembre 2026) 24h sur 24, 7 jours sur 7, durant 30 jours.

T3 (mars 2027) 24h sur 24, 7 jours sur 7, durant 30 jours.

T4 (juin 2027) 24h sur 24, 7 jours sur 7, durant 30 jours.

## 5 - Prix

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- 13° Le lieu d'exécution

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19511296600799
- Numéro d'engagement juridique : 4500XXXXXX

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

#### Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS

## **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

## 11 - Constatation de l'exécution des prestations

### 11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

### 11.2 - Mise en Ordre de Marche

Le titulaire dispose de 2 jours à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

### 11.3 - Vérification d'Aptitude

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 5 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

### 11.4 - Vérification de Service Régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 10 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

### 11.5 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

## 12 - Maintenance

Les prestations feront l'objet d'une maintenance assurée par le titulaire pendant une durée de 1 an à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 39 du CCAG-TIC.

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 500,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### 14.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 50,00 € s'applique dans les conditions suivantes :

### **14.3 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **15 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **16 - Résiliation du contrat**

### **16.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



## **18 - Clauses techniques particulières**

### **18.1 - Taille et ciblage du panel**

La plateforme doit disposer d'un panel de plusieurs milliers de contributeurs actifs et suffisamment large pour permettre le recrutement en un mois de 1500 participants répondant à l'ensemble des critères d'inclusion suivants : être âgé entre 18 et 65 ans ; parler couramment le français ; exercer une activité professionnelle en France ; travailler au moins à mi-temps ; travailler dans l'organisation actuelle depuis au moins trois mois ; disposer d'un supérieur hiérarchique et de collègues de travail ; ne pas être enceinte. La plateforme doit être en mesure de cibler ces critères de manière précise (ou autoriser les chercheurs à les vérifier au début de leur questionnaire externe) et de garantir ainsi (directement ou via le questionnaire externe) que les participants recrutés correspondent effectivement au profil recherché avant leur inclusion dans l'étude. Dans tous les cas, la plateforme doit autoriser la vérification de ces critères d'inclusion au début du questionnaire de recherche.

### **18.2 - Capacité de gestion longitudinale**

La plateforme doit être en mesure de recontacter les participants ayant complété le questionnaire initial (T0 : juillet 2026) à chacun des quatre temps de mesure suivants (T1 : septembre 2026 ; T2 : décembre 2026 ; T3 : mars 2027 ; T4 : juin 2027), en diffusant à chaque fois une invitation accompagnée d'un lien vers le questionnaire correspondant, hébergé sur une plateforme externe (Qualtrics) et fourni par les chercheurs. La collecte à chaque temps de mesure doit pouvoir être finalisée en moins d'un mois.

### **18.3 - Qualité du recrutement**

La plateforme doit disposer de mécanismes de vérification de l'identité des participants afin de garantir l'authenticité des profils (mécanisme de confirmation en deux temps pour valider l'inscription ou la participation, afin de limiter les réponses frauduleuses ou automatisées ; vérification des données socioprofessionnelles).

### **18.4 - Compatibilité avec des outils de collecte externes**

La plateforme ne doit pas héberger les questionnaires elle-même, mais uniquement diffuser des liens vers des questionnaires externes hébergés sur Qualtrics et fournis par les chercheurs. Elle doit permettre l'envoi d'invitations contenant ces liens à des sous-groupes de participants définis (par exemple, l'ensemble des répondants du T0 pour les vagues T1 à T4).

### **18.5 - Pseudonymisation et séparation des données**

La plateforme doit assurer la pseudonymisation des participants via l'attribution d'un identifiant unique. Les données personnelles des participants (coordonnées, informations de paiement) doivent rester strictement séparées des données scientifiques de l'étude.

### **18.6 - Exigences de fiabilité et de déploiement**

La plateforme doit justifier d'une expérience avérée dans le cadre de recherches académiques longitudinales. Elle doit être opérationnelle et prête à lancer la collecte T0 dès la première semaine de juillet 2026. Le prestataire devra garantir un délai de déploiement compatible avec le calendrier de l'étude, ainsi qu'un support réactif tout au long de l'étude.

### **18.7 - Gestion de la compensation des participants**

La plateforme doit assurer la gestion de la compensation des participants à l'issue de chaque temps de mesure, sur la base d'un taux horaire correspondant au temps de complétion de chaque questionnaire (estimé à 15 minutes pour T0 et à 25 minutes pour T1 à T4). Ce mécanisme doit être transparent, traçable et ne pas nécessiter de gestion manuelle de la part de l'équipe de recherche.

### **18.8 - Conformité budgétaire**

L'offre devra être compatible avec l'estimation financière ancrée dans le budget prévisionnel de ce projet ANR, détailler le coût pour chaque temps de mesure, exclure toute facturation des participants inéligibles rejetés au démarrage du questionnaire, et prévoir un paiement en deux tranches assorties, si nécessaire, d'un ajustement financier en cas de sous-réalisation des effectifs attendus aux temps précédents.

## 19 - Dérogations

- L'article 10 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 29 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 11.3 du CCP déroge à l'article 33.2.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 11.4 du CCP déroge à l'article 32.4 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 13 du CCP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 14.2 du CCP déroge à l'article 14.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication